

Entretien avec Vincent de Coorebyter

## « Négocier la réforme de l'Etat avec des séparatistes »

Un pays sous la coupe de la N-VA et de son homme providentiel, Bart De Wever : c'est l'implacable réalité politique qui s'est imposée avec fracas en Belgique en 2010. Vincent de Coorebyter, directeur général du Crisp, décode le bras de fer entre Flamands et francophones. Que de bouleversements pour une « année de surplace ». Et 2011 risque encore de secouer. ● ENTRETIEN : PIERRE HAVAUX - PHOTOS : FRÉDÉRIC PAUWELS/LUNA

**Le Vif/L'Express : La crise politique cuvée 2010 aura démarré sur les chapeaux de roue, par la journée folle du 22 avril. Tout un symbole ?**

➤ **Vincent de Coorebyter :** Cette journée pivot marque un pic dans l'enchaînement des crises : à la crise communautaire et linguistique autour de BHV, l'Open VLD ajoute dans la matinée une crise gouvernementale en quittant l'équipe Leterme II. Puis il menace les institutions d'une crise de régime dans l'après-midi, en voulant obtenir un vote de la Chambre sur la scission de BHV malgré la chute du gouvernement. Cette journée symbolise la crise de la capacité du monde politique belge à dégager encore des compromis sur les questions linguistiques.

**Cette impasse politique d'une intensité exceptionnelle ne doit donc rien au hasard ?**

➤ Non, le génie que nous nous prions de résoudre toujours les conflits par des compromis est en échec manifeste, en tout cas sur le plan com-

munautaire. Depuis cinq ans et la tentative avortée sur BHV sous le gouvernement Verhofstadt, la Belgique est en panne. En panne d'un accord sur la scission d'une circonscription électorale, en panne sur une réforme de l'Etat que réclame depuis dix ans la première

*« De Wever restera intouchable tant que les partis flamands le décideront »*

communauté du pays, par le biais de cinq résolutions votées en 1999 par le parlement flamand.

**2010, une nouvelle année des occasions manquées ?**

➤ L'avenir nous dira si c'est une année perdue. Mais c'est une année de surplace sur le plan des réalisations

concrètes. Le processus de formation d'un gouvernement fédéral a battu le record de durée, établi à six mois et dix jours en 2007. BHV et l'institutionnel ne faisaient toujours pas l'objet d'un accord ferme après six mois de négociations. Le dossier de l'asile et de la migration, que l'on croyait réglé en 2009, a resurgi. Enfin, les chantiers jugés prioritaires sont au point mort : 22 milliards d'euros, soit près de 900 milliards de francs belges, de déficit public à résorber d'ici à 2015 ; une dette qui renoue avec les 100 % du PIB, le défi du vieillissement et des pensions. Cela dit, si la Belgique n'a pas avancé en 2010, elle ne s'est pas effondrée non plus. Il n'y a pas de panique dans le pays.

**13 juin : la N-VA triomphe au scrutin, devient le premier parti de Flandre et de Belgique. Le pays est-il devenu ce jour-là l'otage des nationalistes flamands ?**

➤ Après une législature de balbutiements communautaires, la N-VA a fait un carton aux élections : près de >>>



**Vincent de Coorebyter, directeur général du Crisp, doute qu'une entrée du MR dans le jeu des négociations puisse faciliter la réussite d'un accord sur le plan linguistique.**

## BELGIQUE

»» 30 % des voix en Flandre, plus de 10 % d'avance sur le deuxième parti flamand, le CD&V. La Flandre a parlé : elle veut une profonde réforme de l'Etat. Quoi qu'il se passe, pour peu que les circonstances restent normales, la N-VA est incontournable en raison de sa puissance électorale et de sa position symbolique.

### **Les francophones sont-ils pris au piège ?**

» La vieille prédiction maintes fois annoncée par le CVP aux partis francophones quand ils se montraient réticents à négocier s'est réalisée : la réforme de l'Etat doit à présent être négociée avec des séparatistes.

### **Bart De Wever désormais aux premières loges, l'homme fort du pays a-t-il confirmé les craintes qu'on pouvait nourrir à son égard ?**

» Le président de la N-VA est devenu le porte-parole de l'irritation profonde de la Flandre devant les blocages de l'Etat belge. Il incarne un rôle devenu extrêmement porteur en Flandre : l'homme politique qui dit tout ce qu'il pense, et comme il le pense. Il met les pieds dans le plat. Après la longue crise de 2007-2008, il apparaît comme le médecin qui a posé le meilleur diagnostic, et avant tout le monde : on va dans le mur en essayant de négocier avec les francophones, il va falloir les bousculer, changer les règles du jeu, parler vrai et agir fort. Sa force est de rester fidèle à son discours, de le répéter sans cesse. Et, à ses yeux, la résistance des francophones lui donne raison !

### **Cette résistance porte donc ses fruits ?**

» L'irritation manifeste de Bart De Wever est en tout cas une forme de reconnaissance : le front des négociateurs francophones, PS, CDH et Ecolo, est plus uni que le front flamand. Aux moments clés de la négociation, le président de la N-VA n'emporte pas toujours l'adhésion du SP.A, et de Groen !, qui sont impliqués dans les discussions aux côtés du CD&V. De Wever a été obligé d'intégrer la volonté francophone de ne pas appauvrir Bruxelles et la Wallonie.

### **Comment les francophones s'y prennent-ils pour tenir tête au président de la N-VA ?**

» Toute l'habileté d'Elio Di Rupo,

quand il était préformateur, et des trois partis francophones en général, a consisté à maintenir un paramètre de négociation qui, à la fois, dessine les contours d'une large réforme de l'Etat, mais maintient la réforme sous contrôle, avec des balises. Les intérêts essentiels des francophones sont sau-

*« Quand la N-VA posera-t-elle le geste que le CD&V ne pourra plus suivre ? »*

vegardés, fût-ce à minima dans la périphérie. Mais, pour la Flandre, une réforme de l'Etat à ce point encadrée, complexe ou obscure en matière d'autonomie fiscale, est insuffisante. Raison pour laquelle Bart De Wever, suivi par les autres partis flamands, a rompu en août l'accord verbal sur le périmètre de discussion en mettant sur le tapis la loi de financement. Ce que la N-VA veut, c'est une rupture, au moins symbolique : il faut que sur la déclaration fiscale du contribuable flamand figure noir sur blanc la mention « Impôt régional flamand ».

### **De Wever donnerait-il des signes de faiblesse dans sa stratégie ?**

» Etant incontournable, puisque les autres partis flamands le jugent ainsi, il peut prendre des risques. L'initiative qu'il prend le 4 octobre dernier est un morceau de virtuose : il fait table rase des négociations, renverse l'échiquier et décrète qu'il faut repartir à zéro, tout en brûlant la politesse à tout le monde, y compris aux médiateurs royaux en fin de mission. A sa conférence de presse, il est flanqué à sa gauche de Siegfried Bracke, ex-journaliste de la VRT qui personnifie l'opinion publique flamande, et à sa droite du ministre communautaire Philippe Muyters, ex-administrateur délégué de l'organisation patronale Voka qui incarne l'économie flamande. Du grand art ! En bouleversant ainsi la dynamique des négociations, De Wever aurait pu faire tout capoter. Mais personne jusqu'à présent n'a osé imputer à la N-VA un

fait grave en tirant les conséquences : la rupture des négociations. Il reprend donc la main quand la partie risque de s'ensabler, il reste celui qui dénonce la mauvaise volonté des francophones tout en montrant sa disponibilité.

### **Cette tactique sera-t-elle toujours payante ?**

» Tant qu'il maintient le bras de fer et qu'il n'est pas désavoué par les événements, il reste crédible. Le temps ne lui est pas mécaniquement défavorable s'il reste inscrit dans une dynamique. A la longue, faute d'accord au bout de neuf mois ou d'un an de négociations, la N-VA pourrait apparaître comme un obstacle et miner la stature de son président. Voilà pourquoi De Wever pourrait être tenté d'en finir en jouant son va-tout. Il garde deux fers au feu : soit il décroche un accord, mais ce doit être un bon accord qu'il peut alors crânement défendre ; soit c'est l'échec, qu'il peut défendre tout aussi crânement en l'imputant à la mauvaise volonté des francophones ou au lâchage des partis flamands. Sur l'air de : « Je vous avais prévenus », il peut alors dire aux électeurs flamands : « Donnez-moi cette fois 35 % des voix pour faire plier ces francophones. »

### **Jusqu'à quand Bart De Wever restera-t-il intouchable ?**

» Il le restera tant que les partis flamands le décideront. Ils ont conclu de son plébiscite au Sénat qu'il serait suicidaire, politiquement et électoralement, de se passer de la N-VA. Pour eux, cela reviendrait à nier le message de l'électeur, et ils le paieraient cher.

### **Espérer que le salut viendra du CD&V : la grande illusion ?**

» La question n'est pas, comme je l'ai cru avec beaucoup d'autres, de savoir quand le CD&V reprendra une certaine autonomie, pour ne pas dire une dignité politique, en quittant cette posture qualifiée par certains de « caniche de la N-VA ». La question est plutôt : quand la N-VA posera-t-elle un geste que le CD&V ne pourra plus suivre ? Le CD&V a tout intérêt à maintenir la N-VA à la table de négociations, et à éviter qu'elle y soit isolée. Car c'est le parti de Bart De Wever qui, par sa puissance et son radicalisme, parviendra le mieux à arracher cette vaste réforme



de l'Etat et à réaliser ainsi une bonne partie du programme du CD&V. Tant que la N-VA évite de faire le pas de trop, le CD&V ne le fera pas non plus. Et comme la Belgique ne s'effondre pas, ce parti prendra le temps qu'il faut. En appliquant au carré « la doctrine Herman Van Rompuy » déjà préconisée après l'échec des négociations sur BHV en 2005 : « Pas de gouvernement fédéral sans réforme de l'Etat. » Le CD&V, lourdement battu aux élections, ne se sent plus responsable de la maison Belgique, en tout cas pour le moment.

**Faire venir le MR dans le parcours : un bon plan pour décrier la situation ?**

➤ Introduire le MR ne devrait pas augmenter les chances d'une réussite rapide des négociations sur le plan linguistique : les exigences du MR sont encore plus fortes sur BHV et les trois bourgmestres francophones non nommés de la périphérie bruxelloise. Le MR a aussi donné une bonne raison de fond aux trois autres partis fran-

*« Les francophones n'ont pas fait de surplace »*

cophones de le tenir à l'écart : sa position audacieuse, invitant publiquement à aborder sans tabous l'avenir institutionnel du pays (« Voyons ce que nous voulons encore faire ensemble au fédéral ») apparaît comme une bonne base de discussions pour les partis flamands. Mais, aux yeux des autres partis francophones, c'est une concession majeure faite avant même de négocier. L'isolement du MR rend ainsi cette alternative plus difficile à mettre en œuvre.

**« Des pas de géant pour les francophones, des pas de nain de jardin pour les Flamands » : Bart De Wever voyait-il juste le 4 octobre, en dressant le bilan des négociations ?**

➤ Certains acquis, sans doute irréversibles, car appelés à être coulés en

lois spéciales quoi qu'il arrive, indiquent que les francophones n'ont pas fait de surplace : transfert des allocations familiales, régionalisation partielle de la justice, principe de la régionalisation de l'impôt des personnes physiques... A l'inverse, on ne décèle aucune grande concession flamande faite aux francophones de manière positive, excepté le refinancement de Bruxelles. Les concessions flamandes consistent plutôt à ne plus s'accrocher à des revendications jugées inacceptables par les francophones, comme la mise sous tutelle de la Région bruxelloise. Pour la Flandre, en tout cas celle que représente la N-VA, ce qui se dessine n'est pas du tout suffisant. Mais pour les francophones, c'est déjà beaucoup. Même s'il fallait repasser par la case « élections », la négociation institutionnelle qui a eu lieu ne serait pas perdue : les mêmes thèmes et les mêmes acquis se retrouveraient sur la table. Mais aussi les mêmes tabous et les mêmes exigences. ●